

Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES

Délibération n° 2023-166
Conseil municipal
Séance du 24 juillet 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 24 juillet à 18h,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 20 juillet 2023, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

Présents : M. SAUVEBOIS Stéphane, maire,
M. SILLON Xavier, Mme DEBOUT Stéphanie, M. HAZAK Eric, Mme MARTIN Jocelyne,
M. CAIOLO SERRA Laurent, Mme VAZEUX Delphine, Adjointes,
M. MARTIN Michel, maire délégué de Venosc,
M. Philippe PRIMATESTA, maire délégué de Mont de Lans
M. CHALVIN Jean-Noël, Mme MANIN Brigitte, Mme BEL Florence, Mme DUMONT
Virginie, Mme AGUILAR Angélique, Mme FAURE Estelle, Mme TEXIER LELONG
Louise, Mme FIAT Mélanie, M. DRUMAIN Etienne, M. CHARREL Romain,
Mme ARGENTIER Agnès, M. GALLAND Stéphane, Mme NEYRAUD Cécile, conseillers
municipaux.

Absent(s) excusé(s) : Néant

Pouvoirs : M. LAVAUD Simon donne pouvoir à M. MARTIN Michel

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination d'une secrétaire de séance prise au sein du conseil : Mme Angélique AGUILAR ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

FINANCES LOCALES – 7.1.3 - Divers

OBJET : Budget Principal – Convention de mandat

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1611-7-1 alinéa 1 ;

VU les articles 1984 et suivants du Code Civil ;

VU l'avis conforme du comptable public en date du 24 juillet 2023,

VU le projet de convention de mandat ci-joint,

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que conformément aux dispositions de l'article L1611-7-1 alinéa 1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes peuvent, après avis conforme de leur comptable public, confier à un organisme public ou privé l'encaissement du produit des droits d'accès à des prestations sportives.

Monsieur le Maire précise que dans le cadre de la gestion et l'exploitation du domaine skiable, SATA Group souhaite proposer à sa clientèle, des offres pouvant combiner des accès aux remontées mécaniques et des activités sportives et/ou de loisirs.

Afin de développer l'activité touristique estivale et la pratique du sport en plein air, la commune et SATA Group souhaitent proposer l'accès aux piscines publiques de Venosc Village et du Centre Station à la clientèle de SATA Group pour un tarif préférentiel « Entrée piscine Commune/SATA Group » de deux euros sur la vente unitaire des Skipass.

La convention de mandat objet de la présente délibération porte d'une part, sur l'encaissement des recettes de vente des entrées aux piscines de Venosc Village et du Centre Station par SATA Group auprès des usagers, et d'autre part, sur le reversement à la commune desdites recettes brutes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après que Monsieur le maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** la création d'un tarif préférentiel « Entrée piscine Commune/SATA Group » ;
- **DECIDE** de fixer ce tarif préférentiel à deux euros T.T.C ;
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention de mandat et à prendre toutes mesures nécessaires à son exécution.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait certifié conforme,
Le Maire, Stéphane SAUVEBOIS

**Convention de mandat pour l'encaissement des recettes des piscines
publiques de la Commune des Deux Alpes par la société SATA GROUP
dans le cadre des offres commerciales proposées à ses clients**

Entre les soussignés

La Commune Les Deux Alpes, sis au 48 avenue de la Muzelle, 38860, Les Deux Alpes, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Stéphane SAUVEBOIS, dûment habilité par la délibération n°2023-166 en date du 24 juillet 2023.

Ci-après dénommée « La Commune », d'une part,

Et

SATA Group, Société Anonyme d'Economie Mixte à Conseil d'Administration au capital de 21 744 632 €, dont le siège social est sis rue du Pic Blanc à Huez (38750), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 755 595 960, représentée par Monsieur Fabrice BOUTET, en sa qualité de Directeur général.

Ci-après dénommée « SATA Group », d'autre part,

Ci-après conjointement dénommées « Les Parties »

Etant préalablement exposé ce qui suit :

Vu l'avis conforme du comptable public en date du 24/07/2023

Dans le cadre de la gestion et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes, SATA Group souhaite proposer à sa clientèle, des offres pouvant combiner des accès aux remontées mécaniques et des activités sportives et/ou de loisirs.

Afin de développer l'activité touristique estivale et la pratique du sport en plein air, les parties souhaitent proposer l'accès aux piscines publiques de Venosc Village et du Centre Station à la clientèle de SATA Group pour un tarif préférentiel sur la vente unitaire des Skipass fixé par délibération du Conseil municipal.

Dans une logique de simplification et afin de dynamiser les recettes locales, il est proposé d'opter pour une convention de mandat via SATA Group pour l'encaissement des produits des ventes plutôt qu'une régie de recettes, notamment pour permettre la diffusion de cette offre sportive et touristique en bénéficiant de moyens innovants et de nouveaux canaux de distribution (ventes via le site marchand de SATA Group dans le cadre d'offres attractives).

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er – Objet

Conformément aux dispositions de l'article L 1611-7-1 1° du Code Général des Collectivités Territoriales, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, après avis conforme de leur comptable public, confier à un organisme public ou privé l'encaissement du produit des droit d'accès à des prestations sportives.

Conformément à cet article, la présente convention a pour objet, la mise en place d'un mandat d'encaissement confié par la Commune à SATA Group.

La convention de mandat conclue entre le mandant et le mandataire porte d'une part sur l'encaissement auprès des usagers des recettes de vente des entrées aux piscines de Venosc Village et du Centre Station et d'autre part sur le reversement desdites recettes.

Le présent mandat est régi par les dispositions du code civil (articles 1984 et suivants) en ce qui concerne notamment les obligations du mandant et du mandataire.

Article 2 – Mandat d'encaissement / nature du montant

Par la présente convention, la Commune donne mandat à SATA Group qui l'accepte pour percevoir, au nom et pour le compte de la Commune, les recettes des entrées aux piscines de Venosc Village et du Centre Station.

Afin de favoriser la pratique du sport de plein air et l'accès aux piscines municipales, les recettes sont encaissées par application d'un tarif préférentiel « Entrée piscine Commune/SATA Group » fixé par délibération du conseil municipal et correspondant à un droit d'entrée aux équipements communaux.

La collecte des fonds devra se faire exclusivement sur le système défini à l'article 3 ci-dessous qui ne pourra être modifié que par avenant ultérieur à la présente convention.

Article 3 – Moyens de paiement

Les modes de paiement offerts aux utilisateurs du service sont les suivants :

- Paiements en ligne
- Virements bancaires
- Cartes bancaires
- Chèques
- Espèces
- Chèques vacances (nécessitant l'existence d'une convention entre SATA Group et l'ANCV).

Les modes de paiement pourront être évolutifs en fonction des évolutions de l'environnement bancaire et des moyens techniques à disposition et des propositions, soit de la Commune soit de SATA Group. Toute évolution sera décidée d'un commun accord et devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 4 – Modalités de collecte et de versement des fonds

Les recettes objet du présent mandat sont celles collectées par SATA Group sur la base du tarif « Entrée piscine Commune/SATA Group » voté par le Conseil Municipal.

Le mandataire est seul responsable de la collecte des fonds vis-à-vis de Commune que ceux-ci soient collectés directement ou par l'entremise d'intermédiaires agréés.

Dans le cadre de la mission définie aux présentes, il assure entièrement les risques juridiques et financiers afférents aux obligations décrites ci-dessous :

- Disponibilité et efficacité des systèmes informatiques devant permettre l'exécution du mandat
- Adaptation ultérieure de ces systèmes aux avenants notifiés à la présente convention

Article 5 – Suivi des opérations de collecte

Article 5.1 – Suivi comptable

Un compte comptable dédié au suivi de l'exécution de l'ensemble des opérations relatives au mandat est ouvert dans les livres de compte de SATA Group Ets 2 Alpes. Il est destiné à l'exécution de l'ensemble des opérations relatives à l'exécution de la présente convention, à l'exclusion de toute autre opération.

En fin de saison et au plus tard le 30 septembre de chaque année, le mandataire transmettra à la Commune un état préparatoire qui liste les recettes quotidiennes perçues de la période écoulée (avec au moins le relevé du compte dédié) pour permettre à la Commune l'émission du titre de recettes correspondant.

Sur la base de l'état préparatoire des opérations quotidiennes transmis ci-dessus, le mandataire reversera à la Commune par virement la totalité des recettes nettes sur le compte du mandant dont le RIB est joint en annexe.

La Commune émettra un titre de régularisation pour le montant brut qui sera soldé par le reversement SATA et par un mandat émis pour le montant des frais supportés et de la rémunération du mandataire.

Article 5.2 - Reddition de documents comptables :

En fin de saison et au plus tard le 30 septembre de chaque année, le mandataire transmettra un état récapitulatif à la Commune permettant la comptabilisation des recettes et des frais. Cet état sera joint également au mandat de remboursement des frais engagés par le mandataire.

Les pièces transmises à la Commune et conservées par le mandataire sont :

- Le relevé des ventes quotidiennes effectuées
- Le décompte des frais quotidiens

La Commune et le Service de Gestion Comptable (SGC) de la Mure pourront procéder à tout moment, dans les livres du mandataire, à un audit du compte au cours d'un contrôle réalisé sur pièces et sur place.

Article 6 – Incidents de paiement et réclamations

Le mandataire doit souscrire une police d'assurance devant notamment couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du présent mandat. Il communique chaque année à la Commune un justificatif de cette souscription dans la quinzaine qui suit le renouvellement de la convention.

Conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessus in fine, le mandataire est responsable de l'encaissement des recettes et devra supporter les conséquences financières de l'inexécution des paiements dès lors que :

- L'un des systèmes informatiques ou que l'un des processus de paiement sur lesquels repose la collecte présente une défaillance récurrente identifiable via l'état du débit (bug informatique ou carence informatique) autre que celles listées ci-après ;
- Le mandataire ou l'un des intermédiaires agréés sera victime d'une malversation avérée de la part de l'un de leurs employés ayant pour conséquence le détournement d'une partie des recettes dues à la Commune.

Le mandataire ne sera pas responsable des défaillances non récurrentes suivantes qu'il devra néanmoins justifier :

- Impayé et fraude avérée des usagers (le mandataire devra détailler et justifier ces impayés et fraudes et mettre tout en œuvre pour limiter au maximum ces fraudes)
- Transactions informatiques non abouties,
- Cas de force majeure rendant le système partiellement ou totalement inopérant (ex : panne générale EDF, attentat, vandalisme avéré, ...)

Le mandataire fera son affaire de toutes les réclamations ou litiges qui pourraient survenir concernant les règlements effectués par les usagers au titre des recettes des entrées aux piscines.

Article 7 – Remboursement des recettes

Le mandataire rembourse aux utilisateurs les éventuelles recettes encaissées à tort. Ce remboursement comprend :

- le reversement des excédents de versement ;
- la restitution des sommes indûment perçues ;

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, le mandataire remet sous les pièces justificatives suivantes à l'occasion de la reddition des comptes :

- un état des opérations quotidiennes précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;

- un état des opérations quotidiennes précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- un état des opérations quotidiennes précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Article 8 – Engagements du mandataire

SATA Group s'engage à mener toutes les actions de promotion et de communication nécessaire pour garantir la visibilité des entrées aux piscines de Venosc Village et du Centre Station au sein de ses offres.

SATA Group s'engage à mettre particulièrement en valeur l'offre des équipements municipaux.

Article 9 – Engagements du mandant

La Commune s'engage à accepter toute personnes en possession d'un Skipass validé sur les équipements de contrôle d'accès mis à disposition des agents communaux par SATA Group à l'entrée des piscines municipales.

La Commune s'engage à communiquer toute fermeture ou gratuité exceptionnelle, modification d'horaires ou de prestations à la SATA dès l'instant où elle en a connaissance.

Article 10 – Rémunération du mandataire

La rémunération des prestations réalisées par le mandataire au titre du présent mandat fait l'objet du paiement par la Commune à SATA Group d'un montant forfaitaire annuel de cent euros T.T.C pour la prise en compte des frais de gestion et de traitement.

Article 11 – Sanctions pécuniaires

En cas de retard dans le versement des recettes, dans la remise des comptes et / ou dans la production des pièces justificatives correspondantes, le Mandataire est astreint à une pénalité financière, sans mise en demeure préalable, de dix euros par jour calendaire de retard.

Article 12 – Conformité au RGPD

Les parties à la présente convention sont tenues de respecter les droits et obligations résultant du traitement de « données à caractère personnel », prévus par la réglementation française et européenne relative à la protection des données des personnes physiques et la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données - RGPD).

Article 13 – Durée et résiliation de la convention

La présente convention prendra effet à la date de sa signature et dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités permettant de lui donner un caractère exécutoire.

Elle sera renouvelée par tacite reconduction au 31 mars de chaque année, sauf dénonciation expresse de l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception.

Au cas où le mandataire manquerait à ses obligations contractuelles, la Commune pourra résilier la présente convention après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de 15 jours ouvrés.

La Commune se réserve le droit de résilier à tout moment la présente convention.

Article 14 – Clause d'attribution de compétence juridictionnelle

Les parties conviennent de saisir les tribunaux seulement après avoir apuré préalablement toute voie de conciliation.

Dans l'hypothèse où la conciliation échouerait, il est expressément convenu que tout litige devrait être porté devant le tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires originaux.

A
Le

Le Mandant,
Le Maire,
Stéphane SAUVEBOIS,

A
Le

Le Mandataire,
Le Directeur général,
Fabrice BOUTET